

Britain and Latin America : An Annual Review of British Latin-American Relations 1979, London, Latin America Bureau, 1979, 189 p.

Jean-Marie Loncol

Volume 11, Number 4, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701131ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701131ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Loncol, J.-M. (1980). Review of [*Britain and Latin America : An Annual Review of British Latin-American Relations 1979*, London, Latin America Bureau, 1979, 189 p.] *Études internationales*, 11(4), 774–775. <https://doi.org/10.7202/701131ar>

l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan soulèvent d'énormes problèmes.

Il est intéressant de noter qu'il désapprouve fortement l'importance donnée au concept développé dans « Food First » sur l'auto-suffisance dans l'alimentation et rejette les arguments donnés par Loppé et Collins selon lesquels l'aide alimentaire doit être surtout fournie en échange d'un travail ce qui conduit à produire plus donc mène à une auto-suffisance. Et pourtant, lui-même reconnaît qu'une majorité importante des groupes auxquels est destinée l'aide alimentaire ne la reçoit pas, en fait. S'il en est ainsi, alors que reste-t-il des raisons d'être de cette aide alimentaire ?

En dépit de ses limites, le livre de Stevens mérite certainement une sérieuse attention. S'il n'a pas donné les bonnes réponses il a certainement posé les bonnes questions en apportant des éléments de discussion fort pertinents.

Nasir ISLAM

*Faculté d'Administration
Université d'Ottawa*

AMÉRIQUE LATINE

Britain and Latin America: An Annual Review of British Latin-American Relations 1979, London, Latin America Bureau, 1979, 189 p.

Fondé en 1977 avec l'aide d'agences de développement bénévoles et d'organismes ecclésiastiques, le *Latin America Bureau* publiait l'année suivante son premier compte rendu des rapports entre la Grande-Bretagne et l'Amérique latine. Un deuxième compte rendu nous arrive maintenant pour 1979. Que veut-il nous apprendre ? « *Le Latin America Bureau*, qui s'intéresse en général aux problèmes de pauvreté et de sous-développement en Amérique latine ainsi qu'au déni connexe des droits sociaux, économiques et politiques par les régimes répressifs prédominant dans la région, est particulièrement critique à l'égard de politiques poursuivies par la Grande-Bretagne, et même par d'autres pays européens, qui appor-

tent souvent un appui tacite à ces régimes » (p. 7).

Dans les cinq articles couvrant quelque deux tiers du livre, le journaliste José Cayuela *D'Ercilla* et *Chile Hoy* autrefois examine le fameux retour à la démocratie qui se serait produit à travers l'Amérique latine en 1978. Des élections ont eu lieu en effet en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Paraguay, en République Dominicaine, au Venezuela, au Salvador, au Nicaragua et au Pérou. Mais quelle importance ont eue ces consultations électorales ? En ce moment, nous avertit l'auteur, il semble assez inexact et illusoire de mentionner un retour à la démocratie dans une zone où la démocratie n'a jamais pu vraiment exister. Les deux formes de démocratie - la civique et politique d'une part, l'économique et sociale d'autre part - paraissent bien difficiles à combiner en Amérique latine. En effet, « ... les ressources économiques ne permettent tout simplement pas la coexistence d'une minorité riche, faite des hautes classes et des classes moyennes supérieures ayant des habitudes de consommation coûteuses, et d'une majorité de la population raisonnablement bien pourvue quant à son logement de base, son éducation, ses besoins de santé, etc., avec les deux groupes jouissant pleinement de leurs droits politiques et civiques » (p. 11). Sur cette ossature conceptuelle, une analyse de quelques épisodes parmi les plus révélateurs de l'évolution politique amène, en une conclusion prudente, « à croire que l'établissement de divers types de régimes 'démocratiques' contrôlés, relatifs et autoritaires généralement est la prédiction la plus sûre pour le gros des nations latino-américaines dans un avenir prévisible » (p. 27).

Ann Browne, coordinatrice adjointe au *Joint Working Group for Refugees from Latin America in Britain* formé en juillet 1974, évoque l'attitude du gouvernement britannique face aux réfugiés quittant leur patrie à la suite d'un coup d'État militaire. Il s'agit d'abord essentiellement de Chiliens, après le 11 septembre 1973, ainsi que d'autres Latino-Américains recueillis par le régime Allende. Ce n'est qu'en conséquence de la défaite conservatrice à Londres en février 1974 et de l'installation des Travailleurs au pouvoir le mois suivant

que peut se faire l'admission de ces gens, l'ouverture s'élargissant après le coup d'État de mars 1976 en Argentine pour que du 11 septembre 1973 au 31 décembre 1978 la Grande-Bretagne reçoive 3.000 réfugiés environ sur un total de 28.117 provenant de l'ensemble latino-américain. Les relations politiques, auscultées par Christopher Roper qui fut longtemps aux *Latin American Newsletters*, souffrent du rôle de « caniche des États-Unis en Amérique latine » (p. 50) que joue la fière Albion et du fait qu'elles « restent enracinées au XIX^e siècle » (p. 52). Plus que le Parti travailliste, c'est le mouvement syndical qui pourrait en fait laisser espérer une amélioration des rapports futurs. Le directeur du *Stockholm International Peace Research Institute*, Frank Barnaby, rappelle dans un texte sur le commerce des armes que des 120 guerres ayant eu lieu à travers le monde entre 1947 et 1977 pas moins de 23 ont fait rage en Amérique latine où les dépenses en armement n'ont cessé de croître, se chiffrant en 1975 à quelque 2% du PNB et l'Amérique du Sud faisant affaire en ce domaine avec les États-Unis (29%), la Grande-Bretagne (24%), la France (19%) et l'Allemagne de l'Ouest (12%) pour devenir dans les années 1970 la troisième principale région du Tiers Monde importatrice d'armes.

Dans un dernier article sur la connexion sud-atlantique, le chercheur David Fig du Département des relations internationales à la *London School of Economics* scrute les liens croissants de l'Afrique du Sud avec l'Amérique latine, surtout avec les États sous contrôle militaire comme le Brésil, véritable tête de pont, le Paraguay, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine. Pareils liens, organisés par le gouvernement de Pretoria depuis le milieu des années 1960 afin de parer au boycottage international ripostant à l'*apartheid*, signifient investissements comme échanges commerciaux. Les dirigeants sud-africains voudraient les faire déboucher sur une collaboration militaire et sur l'émigration de leur minorité blanche en Amérique latine.

L'ouvrage, interprète de la bonne conscience anglaise, se termine par un journal détaillé des événements qui en 1978 ont marqué l'Amérique latine et ses relations avec la

Grande-Bretagne ainsi que le reste de l'Europe. Des appendices nous instruisent enfin, jusqu'en avril 1979, sur le commerce entre la Grande-Bretagne et l'Amérique latine, sur les investissements britanniques dans le sous-continent, sur l'aide apportée à cette Amérique latine par la Grande-Bretagne, sur les armes qu'elle y a vendues, sur les organismes britanniques s'intéressant à l'Amérique latine, et finalement sur les principaux journaux et séries publiés en Grande-Bretagne à propos de l'Amérique latine.

Jean-Marie LONCOL

*Département d'histoire,
Université de Montréal*

WEINSTEIN, Martin (Ed.) *Revolutionary Cuba in the World Arena*, Philadelphia (Penn.), Institute for the Study of Human Issues, 1979, 166 p.

La cubanologie nord-américaine a-t-elle fait peau neuve? Ce champ d'études affichait, encore il y a peu, des couleurs nettement anticastristes et une perspective aussi manichéenne que celle qui dominait la soviétologie au sommet de la Guerre froide. À en juger aux titres des ouvrages, la Révolution cubaine paraissait se ramener au castrisme ou au communisme. La littérature de combat l'emportait, même si elle savait se couvrir d'oriepeaux savants. Pourtant, avant même 1975, une mutation se dessinait. L'institutionnalisation en cours à Cuba, l'avènement d'une nouvelle génération de cubanologues aux États-Unis, les pressions de certains milieux d'affaires en faveur d'une levée du blocus commercial conjugaient leurs effets pour imprimer un ton nouveau aux ouvrages universitaires, aux rapports de la Rand Corporation comme aux mémoires présentés au gouvernement américain. Ainsi dès 1975 la Commission Linowitz (*The Americas in a Changing World*) recommandait de mettre un terme à la politique d'isolement pratiquée par les États-Unis à l'endroit de Cuba.

Le livre publié par Weinstein témoigne éloquentement de ce tournant. Fruit pour l'essentiel d'un congrès tenu à l'Université de New York fin 1975, il comprend en outre quelques chapitres écrits sur commande et,